

Services de garde d'enfants—Loi

comme celui que nous a laissé les libéraux, on ne peut quand même pas du jour au lendemain faire la correction de toutes les calamités que nous ont léguées les libéraux. Alors, je pense que dans quatre ans, on a quand même un record exceptionnel, et moi en tout cas, je vais être tout à fait en confiance devant mes électeurs pour défendre ce qu'on a fait pendant quatre ans, et je suis persuadée que les quatre prochaines années du gouvernement conservateur vont concrétiser les quatre premières. C'est là que les Canadiens et Canadiennes vont se rendre compte du fait que les conservateurs, c'est le parti qui doit gouverner le pays pour le bénéfice de tout le monde.

[Traduction]

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président . . .

Des voix: Bravo!

M. Waddell: Je remercie mes collègues de leurs applaudissements. Je viens de les entendre raconter l'histoire de l'un de leurs distingués collègues—il ne s'agit certainement pas d'un membre de notre parti—qui a dit qu'il a parlé de l'avortement même s'il n'avait pas l'intention de le faire parce qu'il avait manqué son autobus.

Mme Copps: C'est l'un de vos collègues. Il est assis juste à côté de vous.

M. Waddell: C'est incroyable. Quant à moi, je participe à ce débat parce que je le désire vraiment. C'est un véritable honneur pour moi d'y participer. Je n'ai pas manqué mon avion pour la Colombie-Britannique, ni le bateau ni l'autobus.

Après les prochaines élections, j'espère avoir l'honneur de représenter une nouvelle circonscription . . .

Des voix: Laquelle?

M. Waddell: On me demande de quelle circonscription il s'agit. C'est la circonscription de Port Moody—Coquitlam.

Des voix: Bravo!

● (2140)

M. Waddell: Au cas où quelqu'un n'aurait pas entendu, il s'agit de Port Moody—Coquitlam. Dans cette circonscription, si je puis me permettre d'être un peu plus sérieux, les électeurs portent un vif intérêt à la question des garderies, car Port Moody-Coquitlam est comme un grand nombre de nouvelles régions en développement au Canada, une région de banlieue habitée par de jeunes familles. En fait, je crois que les personnes âgées ne représentent que 8 p. 100 de la population, ce qui est très peu. Un vaste pourcentage de la population se compose de jeunes familles avec des enfants et ces gens ont été durement touchés par le gouvernement conservateur. Par exemple, les taux hypothécaires des nouvelles maisons qu'ils ont achetées sont très élevés. Cela est dû en partie à la politique du gouvernement qui tente de freiner le boom dans la région de Toronto en maintenant les taux d'intérêt élevés.

Ces gens paient également plus d'impôt qu'en 1984, environ 1 000 \$ de plus par famille. Ils sont aussi touchés d'autres manières. Par exemple, ils font le trajet entre la ville et la banlieue en automobile et le prix de l'essence a augmenté, encore une fois à cause du gouvernement. Ils souhaitent donc que le gouvernement fasse quelque chose pour eux pour une fois. Ils estiment qu'ils ont vraiment besoin de garderies.

Je porte un vif intérêt aux garderies pour une autre raison, la question de l'égalité. Je crois fermement, tout comme mes collègues néo-démocrates, au principe de l'égalité. L'accession des femmes à la pleine égalité dépend dans une large mesure de notre aptitude à répondre aux besoins en garderies. Dans notre société, c'est encore aux femmes qu'il incombe surtout de prendre soin des enfants. En même temps, comme beaucoup de députés de tous les partis l'ont signalé, les femmes continuent de faire leur entrée sur le marché du travail. A mes yeux, elles ont une double tâche. Elles font partie de la main-d'oeuvre active et puis, le matin avant d'aller travailler ou le soir lorsqu'elles rentrent à la maison, elles doivent s'occuper le mieux possible de leurs enfants. Dans la journée, il arrive souvent qu'elles s'inquiètent de leurs enfants parce que les services de garde laissent à désirer, ou qu'elles ne peuvent pas se permettre d'être malades et doivent aller travailler coûte que coûte, ou encore qu'elles éprouvent des problèmes lorsqu'elles doivent aller travailler et que leur enfant est malade à la maison.

Nous n'avons pas suffisamment de services de garde d'enfants au Canada, comme tous les partis en conviendront, je crois.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. Un débat important est en cours et je voudrais bien pouvoir le suivre.

Des voix: Bravo!

M. Waddell: Merci, monsieur le Président. Je crois vous avoir entendu dire plus tôt ce soir qu'en vingt années à la Chambre vous n'aviez jamais entendu quoi que ce soit de pertinent. Je me réjouis que nous ayons établi ce soir un précédent.

M. Redway: Il l'espère.

M. Waddell: La prochaine fois, vous n'interviendrez pas? Je sais, je ferai attention.

Je vois que le ministre d'État chargé de la Jeunesse (M. Charest) est ici présent. Plus tôt, ce soir, il m'a traité de centraliste, de socialiste de la vieille garde, je crois. Je ne vais pas m'en excuser.

Mme Copps: Vous aviez l'habitude d'être libéral.

M. Waddell: Parce que je suis de la Colombie-Britannique, mes collègues disent que je suis à toutes fins pratiques un séparatiste.

Mme Copps: Ce n'est pas ce qu'a dit Bob Nixon.

M. Waddell: Il faisait allusion à la question que j'ai posée au sujet de l'Accord du lac Meech et à la nécessité de fixer des objectifs pour les programmes sociaux. C'est une question décisive.

Franchement, je crois qu'on ne sait pas encore ce que va donner l'Accord du lac Meech. Conformément à ses dispositions, des objectifs nationaux peuvent être fixés, mais le projet de loi à l'étude est le premier exemple de grand programme social national à voir le jour depuis la signature de l'Accord et il ne vise pas du tout à fixer des objectifs nationaux. Voilà la grande faiblesse. Il faudra attendre de voir si un autre gouvernement d'une orientation politique différente et plus attaché aux objectifs nationaux, pourra les définir.